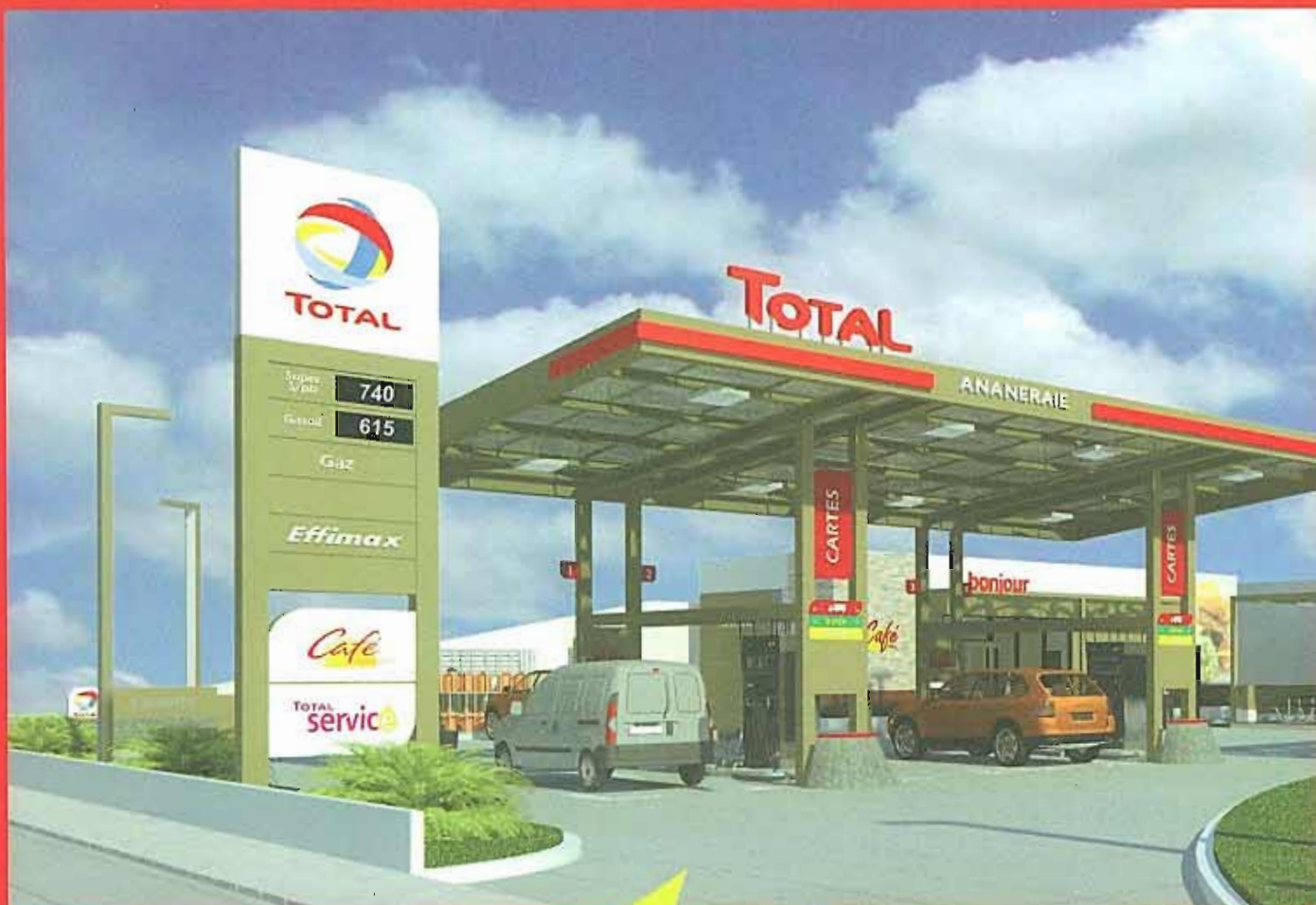




TOTAL
COMMITTED TO BETTER ENERGY



L'identité visuelle de nos stations évolue



RAPPORT ANNUEL 2013
TOTAL Côte d'Ivoire S.A

RAPPORT ANNUEL 2013
TOTAL CÔTE D'IVOIRE SA

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ANNUELLE
ORDINAIRE

JEUDI 22 MAI 2014
À 09 HEURES 30 MINUTES À L'HÔTEL NOVOTEL

SOMMAIRE



Borne d'entrée de piste à l'entrée d'une station-service



Vérification du niveau d'huile de la voiture d'un client par une pompiste



Terminal de paiement électronique pour la Total Card

ENGAGEMENT HSEQ TOTAL CÔTE D'IVOIRE	3
MOT DU PRÉSIDENT	5
ORDRE DU JOUR	7
RESPONSABILITÉ SOCIÉTALE D'ENTREPRISE	8
COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION	9
COMMISSAIRES AUX COMPTES	9
COMITÉ DE DIRECTION	9
RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION	10
RAPPORT GÉNÉRAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES	15
RAPPORT SPÉCIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES	17
DÉLIBÉRATIONS	19
RÉSOLUTIONS	21

ANNEXES

COMPTE DE RÉSULTAT	23
BILAN	24
TABLEAU FINANCIER DES EMPLOIS ET RESSOURCES	25
COMPLÉMENTS D'INFORMATIONS AUX ÉTATS FINANCIERS	26
CARNET DE L'ACTIONNAIRE	36
NOTES PERSONNELLES	39
POUVOIR	43

Engagement HSEQ Total Côte d'Ivoire S.A.

HYGIENE – SECURITE – ENVIRONNEMENT – QUALITE

Total Côte d'Ivoire s'est résolument engagée dans une démarche visant à ce que la Sécurité, la Santé, la protection de l'Environnement et la Qualité soient le souci permanent de tout son personnel et représentent un axe stratégique de son développement. Cette politique s'inscrit dans une démarche de développement durable et est placée au cœur de notre action.

Total Côte d'Ivoire s'engage à respecter, à faire respecter et à promouvoir toutes les valeurs et les principes énoncés dans le code de conduite et la charte Sécurité - Environnement - Qualité du Groupe TOTAL ainsi que les engagements pris dans ce domaine par la Direction Afrique & Moyen Orient.

Total Côte d'Ivoire veille en permanence à respecter les lois et réglementations en vigueur en Côte d'Ivoire, où s'exercent ses activités.

Total Côte d'Ivoire place la sécurité et la protection de la santé et de l'environnement au centre de ses objectifs. Ainsi, une gestion responsable des produits est assurée tout au long de leur cycle de vie : stockage, transport, utilisation, fin de vie.

Total Côte d'Ivoire érige la maîtrise des risques liés au transport des matières dangereuses qu'elle commercialise en priorité absolue, qui se traduit par une démarche spécifique de prévention à laquelle sont associés tous ses transporteurs.

Total Côte d'Ivoire évalue périodiquement ses systèmes de management internes pour s'assurer de la pertinence des actions entreprises, pour mesurer les progrès accomplis et définir de nouveaux objectifs d'amélioration.

Total Côte d'Ivoire élabore et teste régulièrement ses plans d'urgence destinés à faire face à d'éventuelles situations accidentelles et à en limiter les conséquences.

Total Côte d'Ivoire apporte à ses clients les informations et l'assistance nécessaires à l'usage adéquat de ses produits.

Total Côte d'Ivoire, dans un souci de transparence, adopte une attitude constructive de dialogue avec la société civile et les communautés concernées par ses activités.

L'engagement et le comportement individuels dans ces domaines constituent, à tout niveau, un élément essentiel d'appréciation globale des performances de chacun. De même, les pratiques de ses sous-traitants et fournisseurs doivent être cohérentes avec ces principes et prises en compte dans l'appréciation de leurs prestations.

En matière de sécurité en particulier, notre objectif est l'excellence. Pour cela, nous nous engageons à :

- mettre en place un système cohérent de Management de la sécurité au sein des différents sites;
- favoriser la mise en œuvre des conditions d'hygiène et de sécurité au travail;
- fournir les moyens suffisants et appropriés pour améliorer constamment la sécurité dans le respect des exigences réglementaires;
- communiquer et expliquer à notre personnel notre politique et nos objectifs sécurités;
- intégrer ainsi la culture sécurité comme un réflexe permanent dans les travaux au quotidien et faire en sorte que les exigences sécurité soient à tout moment un facteur de mobilisation des énergies;
- former le personnel à tous les niveaux et vérifier qu'il a les compétences pour assurer ses fonctions et ses responsabilités.

Par la participation constructive de tout le personnel, individuellement et collectivement, et par une recherche continue de progrès, nous voulons avoir les meilleurs résultats d'hygiène, de santé, de sécurité, de qualité et de protection de l'environnement.

Cette amélioration continue sera bâtie sur des procédures de contrôle et d'évaluation afin de nous assurer de la conformité de nos activités.



SÉCURITÉ

PARTAGEONS ! POUR PRÉVENIR !



COMMENT S'ENGAGER DANS
LA REMONTÉE DES ANOMALIES
ET BONNES PRATIQUES ?



TOTAL
COMMITTED TO BETTER ENERGY





Mine d'Endeavour – site d'Agbaou



Lubrifiant moteur Quartz



Centre empiissage de bouteilles de gaz



Boutique "Bonjour" sise dans une station Total

ORDRE DU JOUR

1. Présentation du rapport de gestion du conseil d'administration et des comptes de l'exercice 2013
2. Présentation du rapport des commissaires aux comptes sur l'exécution de leur mission
3. Rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions règlementées
4. Approbation des comptes de l'exercice 2013
5. Quitus aux administrateurs et décharge aux commissaires aux comptes
6. Affectation du résultat de l'exercice 2013
7. Renouvellement de mandats d'administrateurs
8. Renouvellement de mandats des commissaires aux comptes
9. Indemnités de fonction des administrateurs
10. Pouvoir pour l'accomplissement des formalités

RESPONSABILITÉ SOCIÉTALE D'ENTREPRISE

En 2013, nous avons poursuivi nos différents partenariats santé et éducatifs tout en nouant de nouveaux autres dans le domaine sportif et culturel comme suit :

SANTÉ

- Lutte contre le paludisme : distribution de moustiquaires imprégnées aux populations vulnérables dans les quartiers défavorisés.
- Lutte contre le VIH/SIDA : Sensibilisation du personnel par la distribution mensuelle de préservatifs avec la remise du bulletin de salaire.



Ian Lepetit (Directeur Général de Total Côte d'Ivoire) remettant des moustiquaires aux élèves de l'école primaire du quartier Biafra à Treichville.

EDUCATIF

- 1) Village d'enfants SOS : Don annuel.
- 2) La Page Blanche (enfants poly-handicapés) : Don annuel.
- 3) T.B.O (Aide aux cours du soir des enfants déscolarisés) :
 - Don annuel.
 - Embauche de joueurs en qualité de pompiste



SPORTIF

- 1) Le Rallye du Bandama : du 1er au 03 mars.
C'est la 2ème participation de Total Côte d'Ivoire au Rallye du Bandama.
- 2) Le tour cycliste de Côte d'Ivoire : du 27/9 au 06/10.
Première participation de Total Côte d'Ivoire avec le sponsoring de l'équipe nationale A.



CULTUREL

En collaboration avec la Fondation Donwahi, Total Côte d'Ivoire a sponsorisé l'exposition d'art contemporain du photographe Ananias LEKI.
Total Côte d'Ivoire revient dans le mécénat de l'art.



COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

M. Thibault de Langlais	Président
M. Momar Nguer	Administrateur
M. Ian Lepetit	Administrateur
M. Emmanuel de Fournas	Administrateur
TOTAL Outre Mer	Administrateur
TOTAL Africa LTD	Administrateur
UA – VIE	Administrateur
AASCOT – BRVM	Administrateur
CNPS	Administrateur

COMMISSAIRES AUX COMPTES

Titulaires	- ERNST & YOUNG
	- SIGECO
Suppléants	- Christian marmignon
	- UNICONSEIL

COMITÉ DE DIRECTION

M. Ian Lepetit	Directeur Général
M. Youssouf Diabaté	Directeur Exploitation
M. Guy Poncin	Directeur Administratif et Financier
M. Frédéric Michard	Directeur Commercial
Mme Amélie Mottoh	Directeur Ressources Humaines
M. Philippe Boka-Méné	Directeur du Développement commercial
M. Sékou Kourouma	Directeur Réseau
M. Kassoum Koné	Chef de département Commerce Général
M. Alahouélé Koné	Chef de département Opérations Dépôts
M. Yves Konan	Chef de département Logistique
M. Bernard Yao	Chef de département Travaux
M. Douglas N'zo	Chef de département Administration des Ventes
M. Mamadou Sangaré	Chef de département Comptabilité
M. Pacôme Séblé	Responsable Hygiène, Sécurité, Environnement et Qualité

RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Mesdames, Mesdemoiselles et Messieurs les Actionnaires,

Nous vous avons réunis en assemblée générale ordinaire en application des statuts et de la Loi, pour vous rendre compte de l'activité de la société au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2013, des résultats de cette activité et soumettre à votre approbation les états financiers dudit exercice.

Les comptes de l'exercice sont joints au présent rapport.

L'avis de convocation prescrit par la loi vous a été régulièrement communiqué et tous les documents et pièces prévus par la réglementation en vigueur ont été tenus à votre disposition.

Vous aurez à vous prononcer sur le présent rapport ainsi que ceux des commissaires aux comptes, sur la répartition du résultat net de l'exercice 2013 et sur la composition de votre conseil d'administration.

Dans le cas où vous nous en donneriez acte, la réunion d'assemblée générale ordinaire annuelle des actionnaires de Total Côte d'Ivoire est déclarée ouverte et l'ordre du jour sur lequel nous vous demandons de délibérer est le suivant :

1. Présentation du rapport du conseil d'administration sur la gestion de la société et sur les comptes de l'exercice 2013
2. Présentation du rapport des commissaires aux comptes sur l'exécution de leur mission
3. Rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions réglementées
4. Approbation des comptes de l'exercice 2013
5. Quitus aux administrateurs et décharge aux commissaires aux comptes
6. Affectation du résultat de l'exercice 2013
7. Renouvellement de mandats d'administrateurs
8. Renouvellement de mandats des commissaires aux comptes
9. Indemnités de fonction des administrateurs
10. Pouvoir pour l'accomplissement des formalités

Concernant la gestion de la société durant l'exercice écoulé, les actionnaires sont priés de noter que le rapport du conseil d'administration s'articule autour :

- du chiffre d'affaires et des activités commerciales,
- des investissements,
- du résultat et de l'affectation du bénéfice net de l'exercice 2013.

Toutefois, le conseil précise que des compléments d'informations aux états financiers sont insérés dans la présente plaquette afin de permettre à chaque actionnaire d'être pleinement informé sur la marche des affaires.

GESTION DE LA SOCIÉTÉ PENDANT L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2013

CHIFFRE D'AFFAIRES ET ACTIVITÉ COMMERCIALE

Le chiffre d'affaires hors taxes de l'exercice, constitué presque exclusivement des ventes de produits pétroliers, s'inscrit à 274 917 millions FCFA en progression de 7% par rapport à 2012.

Avec 378 kT sur le marché intérieur, les ventes progressent de 22 kT par rapport à 2012, soit +6,1% ; à comparer au marché qui est estimé avoir crû de +10% durant la même période. Et que nous évaluons comme suit :

Marché Intérieur en KT Source : données GPP, SIR, Estimation	2013	2012	Ecart	%
Réseau	783	725	58	8%
Commerce Général	310	302	7	2%
Bitumes & Autres	42	22	20	93%
GPL	148	139	9	7%
Lubrifiants	13	12	1	6%
Marché terrestre	1 296	1 200	96	8%
Aviation	80	54	26	49%
Total marché intérieur	1 376	1 253	122	10%

Dans ce contexte les quantités vendues par Total Côte d'Ivoire sont les suivantes :

Ventes Total Côte d'Ivoire en KT	2013	2012	2011	2012=>2013 Ecart	%
Réseau	225	201	124	23	12,0%
Commerce Général	80	72	49	8	10,0%
Produits noirs & Autres	18	14	10	4	29,0%
Lubrifiants (hors réseau)	4	4	3	0,3	9,0%
GPL	27	25	17	2	6,0%
Marché terrestre	354	317	203	37	11,7%
Aviation	24	38	21	14	37,6%
Soutes locales	0	1	1	1	100,0%
Total marché intérieur	378	356	225	22	6,1%
Exportation & marine internationale	5	8	6	4	46,2%
Total marché	382	365	231	18	4,9%

- **Réseau** : +23,2 kt vs 2012 en raison : d'un marché en croissance (+900 m3/mois), de la réouverture de 6 stations (+300 m3/mois) et de l'ouverture de 4 nouvelles stations (+1000 m3/mois). On notera aussi la fermeture de 5 stations (-200 m3/mois) non rentables.
- **Commerce Général** : Forte croissance de 7,55 kT soit 10%, grâce à de nouveaux clients en travaux publics (Bouygues, CEMEC, Razel, ...) et à la forte augmentation de l'activité de nos clients historiques tandis que le secteur miniers s'étiole.
- **Produits noirs et autres** : Une forte augmentation de 4,2 kT soit 29% résultant des ventes bitumes pour la réhabilitation de diverses infrastructures, du chantier de l'autoroute de nord et de la construction du pont Henri Konan Bédié à Abidjan.
- **Lubrifiants** : Les lubrifiants hors réseau sont en progrès de 0,32 kt soit +8.5% grâce notamment aux mines de Tongon, à l'Onuci et à notre nouveau revendeur SNTCI. Les lubrifiants en vente dans le réseau progressent de 0,52 kt soit de 20%.
- **GPL** : Les ventes en conditionné ont augmenté de 2,9 kT soit 21% alors que les ventes en vrac ont baissé de -1,1 kT soit -8,9% suite au transfert de la consommation de gaz vers le fuel de notre client Uniwax.
- **Aviation** : Baisse de 38% des ventes résultant de la très forte concurrence sur ce segment.

Le tableau ci-dessous détaille nos parts de marché :

Ventes Total Côte d'Ivoire en KT	2013	2012	2011
Réseau	63,6%	63,4%	61,1%
Commerce Général	22,6%	22,7%	24,1%
Produits noirs & Autres	5,1%	4,4%	4,9%
Lubrifiants (hors réseau)	1,1%	1,3%	1,5%
GPL	7,6%	7,9%	8,4%
Marché terrestre	100%	100%	100%

INVESTISSEMENTS

Les investissements se sont élevés à 7 607 M FCFA en 2013, c'est-à-dire une hausse de 1 352 M CFA , soit 22% par rapport à 2012.

Investissements (en M FCFA)	2013	2012	Budget 2014
Réseau nouveau	2 051	314	7 877
Réseau existant	1 446	2 668	1 725
Consommateurs	1 158	731	1 510
GPL	475	1 832	770
Aviation	38	40	61
Lubrifiants	68	37	63
Dépôt MSTT	137	224	180
Informatique	225	60	89
Matériels, mobiliers et autres	106	210	70
Investissements	1905	139	70
TOTAL	7 607	6 255	12 416

Les investissements se décomposent principalement comme suit :

- **Réseau nouveau** : Nouvelles stations Yopougon Ananeraie - Riviera -Yakro Logbakro - Rosiers - Las palmas tandis que les travaux Route Bingerville & Angré 8ème tranche commencés en 2012 se sont terminés cette année.
- **Réseau existant** : (i) poursuite des réouvertures de 11 stations sur l'axe centre – ouest ; (ii) modernisation des stations d'Abidjan et alentours.
- **Commerce Général et lubrifiants** : installations chez nos clients miniers et ONUCI.
- **GPL** : dont 1 795 M F CFA de prise de participations au capital de la SAEPP (logistique) repris dans les investissements financiers.
- **Dépôt MSTT** : Compteurs à turbine et divers travaux.

RÉSULTAT ET AFFECTATION DU BÉNÉFICE NET DE L'EXERCICE 2013

Bénéfice Net	2013	2012	Ecart
Marge Commerciale	23 657	20 770	2 887
Frais Fixes*	-10 883	-9 226	-1 657
Amortissements & Provisions*	-2 319	-2 429	110
Impôts	-3 018	-2 366	-652
Frais Financiers & Autres	34	-300	334
Résultat Net	7 471	6 449	1 022

* partie non réallouée en marge

La croissance du résultat entre 2012 et 2013 s'explique principalement par :

- Une augmentation de la marge pétrolière de 2 888 M CFA par rapport à 2012 se décomposant en :
 - Un effet positif de +2 924 M CFA sur le réseau, les ventes lubrifiant et l'aviation.
 - Un effet négatif de -918 M CFA sur le commerce général (déviations transport) et les soutes internationales.
- Une hausse des marges non pétrolières de 881 M CFA grâce principalement au nouveau contrat ONUCI et aux déconsignations bouteilles.
- Une augmentation des frais fixes de 1 738 M CFA, essentiellement due aux frais de gestion et de maintenance des contrats miniers et ONUCI, aux frais de personnel, au développement de nouveaux services et enfin à une pression fiscale plus importante en 2013 que 2012.

Le résultat net de Total Côte d'Ivoire s'établit donc, au titre de l'exercice 2013, à **7 471 007 234 F CFA**, en croissance de 16% versus 2012. Nous vous proposons l'affectation suivante du bénéfice de l'exercice :

Origines	CFA	Affectations	CFA
Report à nouveau antérieur (pertes)	-	Réserve légale	-
Report à nouveau (bénéficiaire)	5 216 999 744	Autres réserves (disponibles)	-
Résultat net de l'exercice	7 471 007 234	Dividendes	5 492 953 475
Prélèvement sur les réserves libres	-	Autres affectations	-
		Report à nouveau	7 195 053 503
Total (A)	12 688 006 978	Total (B)	12 688 006 978

Soit un dividende brut de 8 724 F CFA /action.

Avant que les commissaires aux comptes, en conformité des dispositions légales ne vous donne lecture de leurs rapports, nous tenons à remercier les cadres, agents de maîtrise et employés de la société pour leurs efforts, leur confiance et le travail qu'ils ont accompli.

RAPPORT GÉNÉRAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2013

ÉTATS FINANCIERS ANNUELS

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2013, sur :

- le contrôle des états financiers annuels de la société Total Côte d'Ivoire, S.A, tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- les vérifications spécifiques et les informations prévues par la loi.

Les états financiers annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces états financiers.

I. OPINION SUR LES ÉTATS FINANCIERS ANNUELS

Nous avons effectué notre audit selon les normes de la profession; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces états financiers. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des états financiers et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Nous certifions que les états financiers annuels sont réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé, ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice, conformément aux règles et méthodes comptables édictées par l'acte uniforme de l'OHADA relatif au droit comptable.

II. VÉRIFICATIONS ET INFORMATIONS SPÉCIFIQUES

Nous avons également procédé aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les états financiers annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les états financiers annuels.

Les commissaires aux comptes :

Pour : SIGECO

Pour : Ernst & Young

Signé par : Bernard N'Dabian Kroah Bilé
Associé

Signé par : Jean-François Albrecht
Associé

RAPPORT SPÉCIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS RÉGLEMENTÉES

EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2013

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il ne nous appartient pas de rechercher l'existence éventuelle d'autres conventions mais de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Par ailleurs, il nous appartient, le cas échéant, de vous communiquer les informations relatives à l'exécution, au cours de l'exercice écoulé, des conventions déjà approuvées par l'assemblée générale.

Nous avons effectué nos travaux selon les normes de la profession ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences destinées à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

1. Conventions soumises à l'approbation de l'assemblée générale

Convention autorisée au cours de l'exercice écoulé

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention autorisée au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'assemblée générale en application des dispositions des articles 438 à 448 de l'acte uniforme de l'OHADA relatif au droit des sociétés commerciales et du GIE.

Convention conclue non préalablement autorisée

En application des articles 441 et 447 de l'acte uniforme de l'OHADA, nous vous signalons que la convention suivante n'a pas, par omission, fait objet d'une autorisation préalable de votre conseil d'administration.

Contrat de recherches et développement avec la société Total Raffinage & Marketing

Administrateur concerné : Monsieur Thibault de Langlais

Objet : Prestations de recherche et développement fournies par Total Marketing & Services à Total Côte d'Ivoire. Par avenant en date du 1er septembre 2013, cette convention a été reconduite pour l'exercice 2013 avec effet rétroactif au 1er janvier 2013.

Modalités et rémunération : La rémunération des prestations est prévue à l'article 5 du contrat. Le montant facturé correspond à une quote-part des charges attribuables à Total Côte d'Ivoire.

Le montant comptabilisé en charge par la société au titre de l'exercice 2013 s'élève à FCFA 107 405 468.

Nous avons noté que cet avenant a été autorisé postérieurement à sa conclusion par le conseil d'administration lors de sa réunion du 14 mars 2013.

2. Convention déjà approuvée par l'assemblée générale

En application de l'article 440 alinéa 7 de l'acte uniforme de l'OHADA relatif au droit des sociétés commerciales et du GIE nous avons été informés que l'exécution de la convention suivante, approuvée au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours du dernier exercice.

Contrat d'assistance générale avec la société Total Outre-Mer, administrateur

Objet : Prestations d'assistance générale fournies par Total Outre-Mer à Total Côte d'Ivoire en date du 18 mai 2010. La convention est renouvelable annuellement par tacite reconduction.

Modalités et rémunération : La rémunération des prestations d'assistance générale est prévue à l'article 4. Le prix de marché des services indirects rendus par Total Outre-Mer dans le cadre de cette convention au profit de Total Côte d'Ivoire correspond à une quote-part de l'ensemble des coûts réels supportés par Total Outre - Mer pour la réalisation de ces services Indirects augmentée d'une marge calculée sur une partie des coûts conformément à la méthode du prix de revient majoré, habituellement utilisée pour ce type de prestations.

Le montant comptabilisé en charge par la société au titre de l'exercice 2013 s'élève à FCFA 800 885 555.

Les commissaires aux comptes :

Pour : SIGECO

Pour : Ernst & Young

Signé par : Bernard N'Dabian Kroah Bilé
Associé

Signé par : Jean-François Albrecht
Associé

DÉLIBÉRATIONS

APPROBATION DES COMPTES ANNUELS DE L'EXERCICE 2013

Les états financiers, à savoir le compte de résultat, le bilan et le tableau des emplois et ressources qui sont présentés à l'annexe de la présente plaquette, sont soumis à votre approbation.

CONVENTIONS RÉGLEMENTÉES

Les membres du conseil d'administration ont été tenus informés de l'existence de deux (2) conventions entrants dans le champ d'application des articles 438 à 448 de l'acte uniforme de l'OHADA relatif au droit des sociétés commerciales et du groupement d'intérêt économique :

- un contrat d'assistance générale conclu entre Total Outre-Mer et Total Côte d'Ivoire,
- un contrat de recherche et développement conclu entre Total Raffinage & Marketing et Total Côte d'Ivoire.

Ces conventions ont été portées à la connaissance des commissaires aux comptes.

Après lecture du rapport spécial des commissaires aux comptes, il vous sera proposé de vous prononcer sur la poursuite de ces conventions avec Total Outre-Mer et Total Raffinage & Marketing.

QUITUS AUX ADMINISTRATEURS ET DÉCHARGE AUX COMMISSAIRES AUX COMPTES

Après la lecture des rapports du conseil d'administration sur la gestion de la société et des commissaires aux comptes, il est proposé à l'assemblée générale de donner quitus à tous les administrateurs pour leur gestion ainsi que décharge aux commissaires aux comptes.

AFFECTATION DU RÉSULTAT DE L'EXERCICE 2013

Il est proposé aux actionnaires d'affecter le résultat net de Total Côte d'Ivoire de **7 471 007 234 FCFA** au titre de l'exercice 2013, ainsi qu'il a été présenté par le conseil d'administration dans son rapport.

RENOUVELLEMENT DE MANDATS D'ADMINISTRATEURS

L'assemblée générale est informée que le mandat d'administrateur de la personne morale, la Caisse Nationale de Prevoyance Sociale (CNPS) dont le représentant permanent est Monsieur Denis Charles Kouassi arrive à expiration à l'issue de la présente assemblée statuant sur les comptes de l'exercice 2013.

Il est proposé aux actionnaires de renouveler le mandat d'administrateur de la CNPS pour une période de trois (3) ans devant expirer à l'issue de l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2016.

L'assemblée générale est informée que le mandat d'administrateur en nom propre de Monsieur Ian Lepetit arrive à expiration à l'issue de la présente assemblée statuant sur les comptes de l'exercice 2013.

Il est proposé aux actionnaires de renouveler le mandat d'administrateur de Monsieur Ian Lepetit pour une période de trois (3) ans devant expirer à l'issue de l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2016.

L'assemblée générale est informée que le mandat d'administrateur en nom propre de Monsieur Thibault de Langlais arrive à expiration à l'issue de la présente assemblée statuant sur les comptes de l'exercice 2013. Il est proposé aux actionnaires de renouveler le mandat d'administrateur de Monsieur Thibault de Langlais pour une période de trois (3) ans devant expirer à l'issue de l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2016.

RENOUVELLEMENT DE MANDATS DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

L'assemblée générale est informée que les mandats de commissaire aux comptes titulaires de SIGECO ainsi que de commissaire aux comptes suppléants d'UNICONSEIL arrivent à expiration à l'issue de la présente assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice 2013.

Il est proposé aux actionnaires de renouveler les mandats de commissaire aux comptes titulaire du cabinet SIGECO et de commissaire aux comptes suppléant du cabinet UNICONSEIL pour une nouvelle période de six (6) ans devant expirer à l'issue de l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 Décembre 2019.

INDEMNITÉ DE FONCTION DES ADMINISTRATEURS

Il est proposé à l'assemblée générale, conformément à l'article 19 des statuts, d'allouer à l'ensemble des administrateurs, une indemnité de fonction d'un montant brut de 20 millions de FCFA au titre de l'exercice 2013, du même niveau que celle de l'exercice précédent, dont la répartition sera librement décidée par le conseil d'administration.

Cette indemnité de fonction sera maintenue jusqu'à nouvel ordre et portée dans les charges d'exploitation.

RÉSOLUTIONS

Nous vous remercions de bien vouloir adopter les résolutions à l'ordre du jour dont nous allons vous donner successivement lecture.

RÉSOLUTION 1

L'assemblée générale, après avoir entendu la lecture du rapport de gestion du conseil d'administration sur l'exercice 2013 ainsi que le rapport général des commissaires aux comptes sur cet exercice, approuve ces documents dans toutes leurs parties, ainsi que les états financiers annuels de l'exercice 2013 tels que ceux-ci ont été présentés.

RÉSOLUTION 2

L'assemblée générale prend acte du rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions réglementées visées aux articles 438 à 448 de l'Acte Uniforme de l'OHADA relatif au droit des sociétés commerciales et du GIE et approuve l'ensemble des conventions qui y ont été citées.

RÉSOLUTION 3

L'assemblée générale donne quitus aux administrateurs pour leur gestion et décharge aux commissaires aux comptes.

RÉSOLUTION 4

L'assemblée générale, après avoir pris connaissance des états financiers, constate l'existence d'un résultat bénéficiaire d'un montant de **7 471 007 234 F CFA**.

Elle décide d'affecter ce résultat comme suit :

- 5 492 953 475 FCFA au titre des dividendes
- 1 978 053 759 FCFA au titre du report à nouveau

Le dividende qui reviendrait à chacune des 629 616 actions est ainsi de 8 724 F CFA brut, soit 7 875 F CFA net après prélèvement de l'IRVM.

RÉSOLUTION 5

Sur proposition du conseil d'administration, l'assemblée générale renouvelle le mandat d'administrateur de la Caisse Nationale de Prévoyance Sociale (CNPS) représentée par M. Denis Charles Kouassi, expirant à l'issue de la présente assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice 2013, pour une nouvelle période de trois (3) ans devant arriver à échéance à l'issue de l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2016.

RÉSOLUTION 6

Sur proposition du conseil d'administration, l'assemblée générale renouvelle le mandat d'administrateur de M. Ian Lepetit, expirant à l'issue de la présente assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice 2013, pour une nouvelle période de trois (3) ans devant arriver à échéance à l'issue de l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2016.

RÉSOLUTION 7

Sur proposition du conseil d'administration, l'assemblée générale renouvelle le mandat d'administrateur de M. Thibault de Langlais, expirant à l'issue de la présente assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice 2013, pour une nouvelle période de trois (3) ans devant arriver à échéance à l'issue de l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2016.

RÉSOLUTION 8

Sur proposition du conseil d'administration, l'assemblée générale renouvelle le mandat de SIGECO, commissaire aux comptes titulaires, et de UNICONSEIL comme commissaire aux comptes suppléant, pour une durée de six (6) ans devant expirer à l'issue de l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2019.

RÉSOLUTION 9

L'assemblée générale décide de fixer à 20.000.000 F CFA le montant global annuel brut de l'indemnité de fonction attribuée à l'ensemble des administrateurs et laisse le soin au conseil d'administration d'en assurer la libre répartition.

RÉSOLUTION 10

L'assemblée générale donne tous pouvoirs au porteur de l'original ou d'une copie du procès-verbal de la présente réunion, à l'effet d'effectuer toutes les formalités légales et ses suites.

ANNEXES

COMPTE DE RÉSULTAT

(en millions de FCFA)

	2013	2012
Chiffre d'affaires	274 063	256 011
Autres produits	854	430
CHIFFRE D'AFFAIRES ET AUTRES PRODUITS	274 917	256 441
Achats de marchandises et variation de stocks	(236 133)	(222 332)
Autres achats	(624)	(752)
Transports	(9 503)	(7 517)
Services extérieurs	(9 318)	(9 072)
Impôts et taxes	(1 064)	(787)
Autres charges	(1 158)	(1 419)
Total achats et frais divers	(257 799)	(241 881)
VALEUR AJOUTÉE	17 118	14 560
Charges de personnel	(3 881)	(3 392)
EXCÉDENT BRUT D'EXPLOITATION	13 237	11 168
Transfert de charges		
Dotations aux amortissements et aux provisions nettes	(2 811)	(2 073)
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	10 426	9 097
Produits financiers	201	141
Charges financières	(177)	(424)
RÉSULTAT FINANCIER	24	(281)
RÉSULTAT DES ACTIVITÉS ORDINAIRES	10 449	8 816
Produits hors activités ordinaires	43	0
Charges hors activités ordinaires	(3)	0
RÉSULTAT HORS ACTIVITÉS ORDINAIRES	40	0
Impôts sur le résultat	(3 018)	(2 366)
BÉNÉFICE NET	7 471	6 449

BILAN

(en millions de FCFA)

ACTIFS	2013	2012
Charges immobilisées	77	0
Immobilisations incorporelles	960	1 003
Immobilisations corporelles	20 530	17 583
Immobilisations financières	6 713	4 701
Actifs immobilisés	28 280	23 286
Stocks	12 378	12 208
Créances et emplois assimilés	30 604	27 823
Actif circulant	42 981	40 030
Trésorerie - Actif	5 907	5 667
Total Actif	77 168	68 983
PASSIFS	2013	2012
Capital, primes et réserves	19 534	18 121
Résultat net de l'exercice	7 471	6 449
Autres capitaux propres	4 033	4 033
Capitaux propres	31 038	28 603
Dettes financières diverses	1 008	1 037
Provisions financières pour risques et charges	2 000	1 773
Dettes financières et ressources assimilées	3 008	2 810
Clients, avances reçues	6 771	6 075
Fournisseurs d'exploitation	25 338	24 021
Dettes fiscales et sociales et autres dettes	3 769	3 348
Passif circulant	35 878	33 445
Trésorerie - Passif	7 244	4 126
Total Passif	77 168	68 983

TABLEAU FINANCIER DES EMPLOIS ET DES RESSOURCES

	2013	2012
RESSOURCES		
Capacité d'autofinancement globale	10 190	8 578
Cessions d'immobilisations Incorporelles		
Cessions d'immobilisations corporelles	43	
Cessions d'immobilisations financières	149	
Augmentation de capital par apports nouveaux		
Autres dettes financières		112
Variation du besoin de financement		5 265
Total ressources	10 381	13 955
EMPLOIS		
Dividendes	5 036	0
Charges immobilisées (augmentation dans l'exercice)	65	
Acquisition d'immobilisations incorporelles	99	19
Acquisition d'immobilisations corporelles	5 404	4 871
Acquisition d'immobilisations financières	2 109	375
Remboursement autres dettes financières	29	208
VNC / cessions d'immobilisations		0
Variation du besoin de financement	517	3 339
Total emplois	13 259	8 812
Variation de trésorerie	-2 877	5 143

COMPLÉMENTS D'INFORMATIONS AUX ÉTATS FINANCIERS

PRINCIPES COMPTABLES

Base d'établissement des états financiers annuels.

Les états financiers annuels ont été établis conformément aux dispositions du droit comptable du Sysc - OHADA.

Les opérations inscrites en comptabilité sont enregistrées à leur coût historique à l'exception des immobilisations corporelles figurant dans le fichier des immobilisations au 1er octobre 1993 qui ont été réévaluées (ainsi que leurs amortissements), conformément aux dispositions de la loi de Finance pour la gestion 1995.

Charges immobilisées et immobilisations incorporelles

Les frais divers d'établissement sont amortis sur une durée de 5 ans selon la méthode de l'amortissement linéaire. Toutefois, le droit comptable de l'OHADA admet qu'un amortissement exceptionnel des frais d'établissement puisse être pratiqué afin de rendre possible la distribution de dividendes lorsque les réserves libres sont inférieures à la valeur nette comptable de ces frais d'établissement.

Le fonds de commerce ne fait pas l'objet d'amortissement conformément aux règles comptables en vigueur.

Immobilisations corporelles et amortissements

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques, à l'exception des biens apportés par les sociétés ESSO CI, TRANSCOGAZ et ELF OIL CI qui sont enregistrés à leur valeur d'apport. Les immobilisations corporelles existant dans le fichier des immobilisations au 1er octobre 1993 ont toutefois été réévaluées ainsi que leurs amortissements par application d'un coefficient de 1,4.

Les immobilisations sont amorties selon le mode linéaire sur leur durée d'utilisation estimée :

- | | |
|--|---------------|
| • Constructions | 20 ans |
| • Citernes des dépôts et installations aviation | 15 ans |
| • Matériel, citernes prêtées aux utilisateurs, bouteilles de gaz | 10 ans |
| • Mobilier, matériel de bureau et d'habitation | 10 ans |
| • Matériel prêté aux utilisateurs (sauf citernes) | 5 ans |
| • Matériel informatique | 5, 3 et 2 ans |
| • Véhicules | 3 ans |

Titres de participation

Les titres de participation sont valorisés à leur coût d'acquisition. Cependant, il est constitué une provision pour dépréciation lorsque la valeur d'inventaire desdits titres est inférieure à la valeur nette comptable à la clôture de l'exercice.

Créances

Les créances figurent au bilan à leur valeur nominale.

Les créances font l'objet d'une provision pour dépréciation au cas par cas, en fonction du risque de non recouvrement estimé.

Stocks

Les stocks sont évalués au coût moyen pondéré des achats.

Les stocks obsolètes ou dégradés font l'objet d'une dépréciation pour obsolescence.

Provisions réglementées

La contribution de la société à la constitution des stocks de sécurité, prélevée jusqu'au 30 avril 1991 sur la marge de distribution des produits pétroliers conformément à la structure officielle des prix des hydrocarbures jusqu'à cette date, font l'objet de la part de la société d'une provision inscrite au passif du bilan dans les comptes de provisions réglementées en exonération temporaire d'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux.

Situation fiscale latente

La situation fiscale latente résulte des différences temporelles. Le droit comptable du Syc-OHADA ne prévoit pas la comptabilisation de la situation fiscale latente.

Seul l'impôt sur les bénéfices exigible au titre de l'exercice est comptabilisé. Selon les dispositions de ce nouveau référentiel comptable, les impôts différés correspondants doivent être mentionnés dans la rubrique II.A.6 annexée aux états financiers normalisés Syc-OHADA.

COMPLÉMENTS D'INFORMATIONS RELATIFS AU BILAN

Le total bilan a connu une hausse de 12% en 2013 pour atteindre 77 milliards de F CFA.

Les actifs longs termes qui ont progressé de 21,5% s'élèvent à 28 milliards de F CFA du fait notamment des investissements Réseau et GPL (prise de participation dans SAEPP).

Les actifs circulants qui ont progressé de 7% s'élèvent à 43 milliards de F CFA. L'augmentation des stocks et des Créances et Emplois assimilés reste contenue relativement à la progression des volumes vendus et l'évolution des prix.

Les capitaux propres incluent l'affectation en report à nouveau de 1 milliard de F CFA, conformément aux décisions de l'assemblée générale du 23 mai 2013.

Les dettes financières passent de 2,7 à 3 milliards de F CFA en 2013 et sont composées des provisions financières pour risques et charges de 0,2 milliard de F CFA.

L'encours de la dette d'exploitation passe de 33 milliards à 36 milliards de F CFA en 2013. Elle se compose essentiellement des achats de produits pétroliers et de la péréquation produit à payer.

Il n'a pas été jugé adéquat de provisionner les titres SIR inscrits dans nos livres pour 2 866 millions de F CFA.

Immobilisations corporelles & incorporelles

Les mouvements intervenus au cours de l'exercice se résument comme suit, en millions de F CFA :

Immobilisations corporelles & incorporelles	31/12/2013	Acquisitions et transferts	Cessions et transferts	31/12/2012
Charges à répartir	77	77	0	0
Immobilisations				
Incorporelles	1 001	99	(120)	1 022
Terrains	1 422	120	(3)	1 304
Bâtiments	14 022	645	(18)	13 395
Installations et agencements	5 564	96	0	5 468
Matériel	40 312	5 648	(1 004)	35 668
Matériel de transport	566	0	0	566
Valeurs brutes	62 964	6 685	(1 144)	57 422
Amortissements	(41 375)	(2 584)	24	(38 815)
Provisions	(21)		0	(21)
Valeurs nettes	21 568	4 101	(1 120)	18 586

Au niveau des immobilisations corporelles nettes, les faits marquants de l'année sont :

- 5 541 M F CFA d'acquisitions corporelles et incorporelles brutes nouvelles;
- 1 117 M F CFA de transfert d'immobilisations en cours vers des immobilisations définitives;
- Les dotations aux amortissements au cours de l'exercice clos au 31 décembre 2013 sont de 2 560 M F CFA pour les immobilisations corporelles et de 21 M F CFA pour les immobilisations incorporelles.

Immobilisations financières

Les immobilisations financières se décomposent comme suit, en millions de F CFA :

Immobilisations Financières	31/12/2013	Augmentations	Cessions	31/12/2012
Prêts et créances à plus d'un an	87	53	(14)	48
Dépôts et cautionnements	555	125		430
Titres de participation minoritaire	6 071	1 848		4 223
Total	6 713	2 026	(14)	4 701

Le détail de ces postes est le suivant :

Prêt et créances à plus d'un an	31/12/2013	31/12/2012
Prêt à SESP	18	18
Emprunt obligataire TPC 6,30% 2013-2018	20	0
Prêt au personnel	87	48
Créances à plus d'un an	0	0
Total Brut	125	66
Provision pour dépréciation	(18)	(18)
Total	107	48

Le prêt SESP porte intérêt au taux de la BCEAO majoré de 1,25 point. Aucun intérêt n'a été décompté sur l'exercice en raison de la mise en sommeil de cette société. Ce prêt fait l'objet d'une provision pour dépréciation à hauteur de 18 M F CFA.

Dépôts et cautionnements	31/12/2013	Augmentations	Diminutions	31/12/2012
Loyers payés d'avance	490	203	(108)	395
Autres dépôts et cautions	62	13	(3)	52
Valeurs brutes	552	216	(111)	447
Provisions pour dépréciation	(18)			(18)
Valeurs nettes	535			429

L'augmentation des loyers payés d'avance est constituée de 203 M F CFA de nouveaux loyers de l'exercice et de 108 M F CFA d'un transfert du compte Immobilisations en cours.

La diminution correspond au déclassement vers un compte de court terme de la part à moins d'un an desdits loyers.

Participations

	Part du capital au 31/12/2013	Nbre de titres au 31/12/2013	Val. Brute au 31/12/2013	Val. Brute au 31/12/2012
SIFAL	35,00%	4 900	553	553
SESP	42,45%	688	11	11
SIR	20,35%	793 650	2 866	2 866
GESTOCI	37,50%	9 000	90	90
SOCOPRIM SA	4,78%	6 940	694	694
SIAP	35,00%	105 020	53	53
CIE	0,18%	5 091	20	20
SAEPP	35,01%	179 500	1 795	
Total valeur brute			6 082	4 287
Provisions pour dépréciation			-11	-63
Total valeur nette			6 071	4 224

La provision sur titre s'élève à 11 M F CFA couvrant entièrement la valeur des titres SESP.

La provision de 53 M F CFA relative aux titres SIAP a été reprise en 2013.

Actif circulant**CLIENTS**

	31/12/2013	Variation	31/12/2012
En cours client	29 481	500	28 981
Provision client	(6 995)	(32)	(6 963)
Total	22 486	468	22 018

L'encours client augmente de 500 M F CFA par rapport à 2012.

La provision client augmente de 32 M F CFA dont 500 M F CFA de dotation et – 468 M F CFA de reprise sur l'année.

AUTRES ACTIFS

	31/12/2013	Variation	31/12/2012
	8 118	2 314	5 804

Une variation à la hausse de 2 314 millions de F CFA par rapport à 2012

	31/12/2013		31/12/2012
Stabilisateur GAZ	4 064	943	3 121
Etat TVA déductible *	2 533	1 336	1 197
Fournisseurs débiteurs	1 362	5	1 357
Comptes courant : pools	742	-232	974
Personnel Rémunération et taxes sociales	82	9	73
Débiteurs divers	0	0	0
Provisions débiteurs divers	-665	253	-918

* à relativiser par le passif de TVA de 1 635 M F CFA

Capital, primes et réserves

Les variations de l'exercice se présentent comme suit, en millions de FCFA :

CAPITAL	31/12/2013	Augmentations	Diminutions	31/12/2012
Capital social	3 148			3 148
Prime d'émission	1 106			1 106
Prime de fusion	7 800			7 800
Ecart de réévaluation	1 633			1 633
Réserves indisponibles	630			630
Réserves libres	5 217	1 413	0	3 804
Valeurs brutes	19 534	1 413	0	18 121

A l'issue de l'assemblée générale du 23 mai 2013, les réserves disponibles ont été portées à 5 217 M F CFA, par affectation de 22 % du résultat de l'exercice 2012.

Les réserves indisponibles au 31 décembre 2013 ne concernent que les réserves légales de 630 M F CFA.

Autres capitaux propres

Cette rubrique correspond aux provisions règlementées et comprend, en millions de F CFA :

Autres capitaux propres	31/12/2013	Augmentations	Diminutions	31/12/2012
Provisions pour stock de sécurité	4 033	0	0	4 033
Total	4 033			4 033

Dettes financières et ressources assimilées

Dettes financières	31/12/2013	Augmentations	Diminutions	31/12/2012
Autres dettes: consignations bouteilles	1 008	344	(373)	1 037
Provisions financières	2 000	227	0	1 773
Total	3 008	571	(373)	2 810

L'augmentation des Autres dettes correspond aux consignations de bouteilles GPL de l'année ; la diminution correspond aux gains sur consignes.

La variation nette de 227 M F CFA des Provisions financières est répartie en une augmentation des provisions pour risques et charge de 200 M F CFA et une augmentation de la provision retraite de 26 M F CFA.

COMPLÉMENTS D'INFORMATIONS RELATIFS AU COMPTE DE RÉSULTAT

Chiffre d'Affaires

Ventes de produits pétroliers	
Produits accessoires (dont loyers & commissions)	
Produits divers	
Reprise provisions exploitation	

31/12/2013	31/12/2012
272 599	254 982
1 464	1 030
419	249
486	181
274 968	256 442

Produits divers

Gains sur consignation bouteilles	
Produits des autres activités	

373	207
46	42

Reprise provisions d'exploitation

Sur stock	
Sur créances	

18	24
468	157

Autres achats

Les autres achats passent de 752 M à 624 M F CFA.

Transports

Les frais de transports augmentent 1 986 M, passant de 7 517 M à 9 503 M F CFA.

- Transport sur ventes 8 436 M F CFA
- Transport sur achats 441 M F CFA
- Frais de déplacement 631 M F CFA

Services extérieurs

Coût passage & Autres produits pétroliers	
Autres services extérieurs	

31/12/2013	31/12/2012
4 481	5 031
4 837	4 041
9 318	9 072

Impôts et taxes

Les impôts et taxes augmentent de 312 M F CFA, passant de 752 M F CFA en 2012 à 1 064 M F CFA en 2013.

Autres charges

La baisse de 261 M F CFA par rapport à 2012 se décompose comme suit :

Diminution de la dotation aux provisions créances douteuses	-148 M F CFA
Abandon de créances (pertes sur créances irrécouvrables)	-188 M F CFA
Augmentation dotation provision sur stocks	+33 M F CFA
Autres charges	+42 M F CFA

Charges de personnel

Les frais de personnel baissent de 489 M F CFA par rapport à 2012.

Dotations aux amortissements et provisions nettes :

	31/12/2013	31/12/2012
Amortissement immobilisations	2 584	2 286
Dotations pour provision long terme	227	303
Reprise pour risque	0	516
Reprise pour retraite	0	0

La dotation aux amortissements passe de 2 286 à 2 584 M F CFA, soit une hausse de 298 M F CFA réalisée suite à la poursuite de notre programme d'investissement.

Résultats Financiers

	31/12/2013	31/12/2012
Revenus des titres de participation	146	10
Autres	-122	-292

Résultats hors activités ordinaires

	31/12/2013	31/12/2012
Plus value de cession	43	0



Le Top Service, c'est :

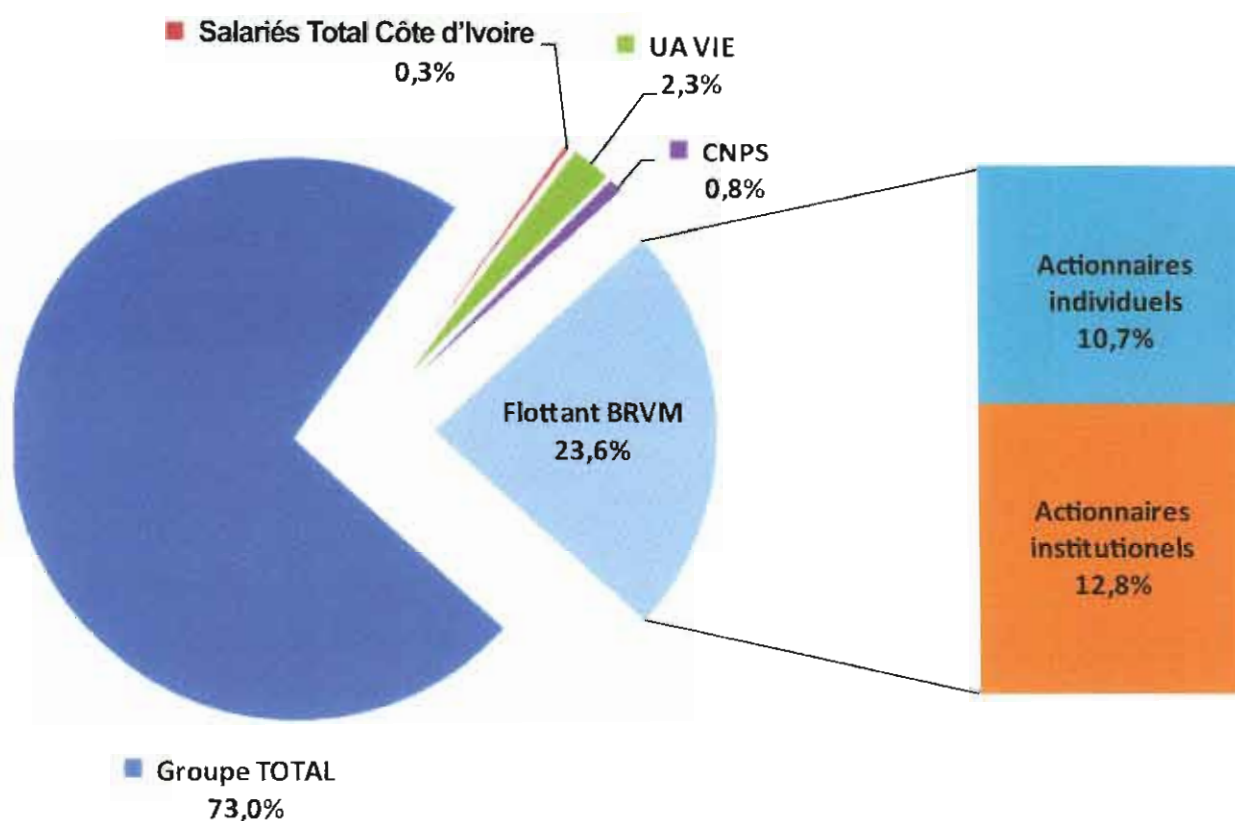
- **Avoir l'œil du client,**
 - **Encourager nos pompistes**
 - **Ensemble, faire la différence !**

CARNET DE L'ACTIONNAIRE

ACTIONNARIAT

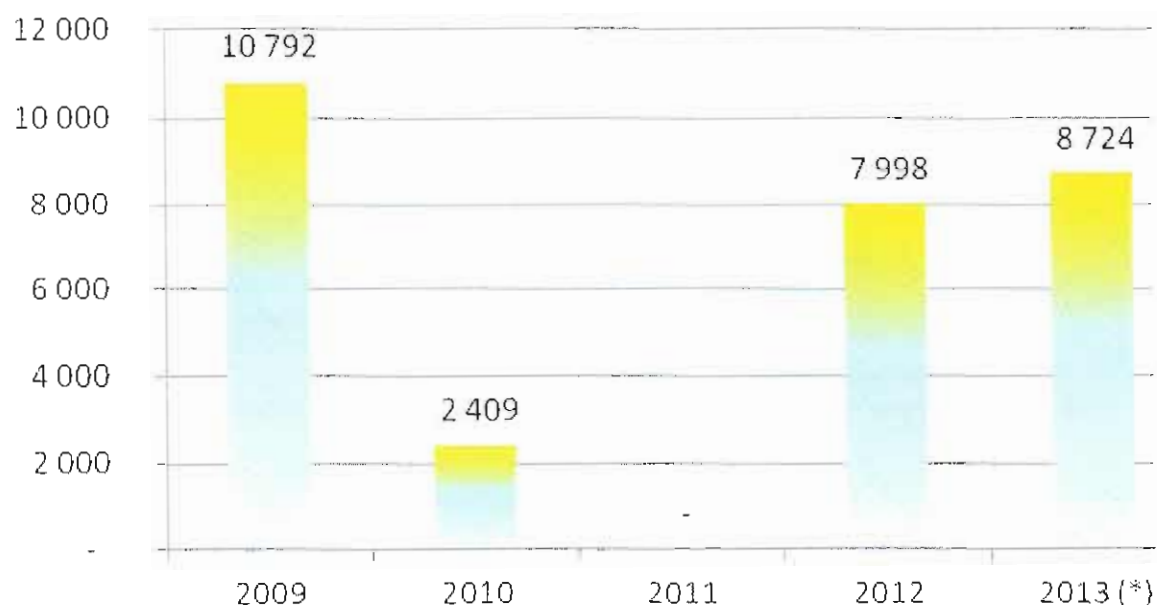
La répartition du capital de notre société est restée globalement inchangée au cours de l'exercice, soit au 31 décembre 2013 :

Total Outre-Mer	47,02%
Total Africa LTD	25,97%
UA – VIE	2,31%
CNPS	0,83%
Public ivoirien et personnel de Total Côte d'Ivoire	23,87%



DIVIDENDE DES CINQ (5) DERNIERS EXERCICES EN FCFA / ACTION

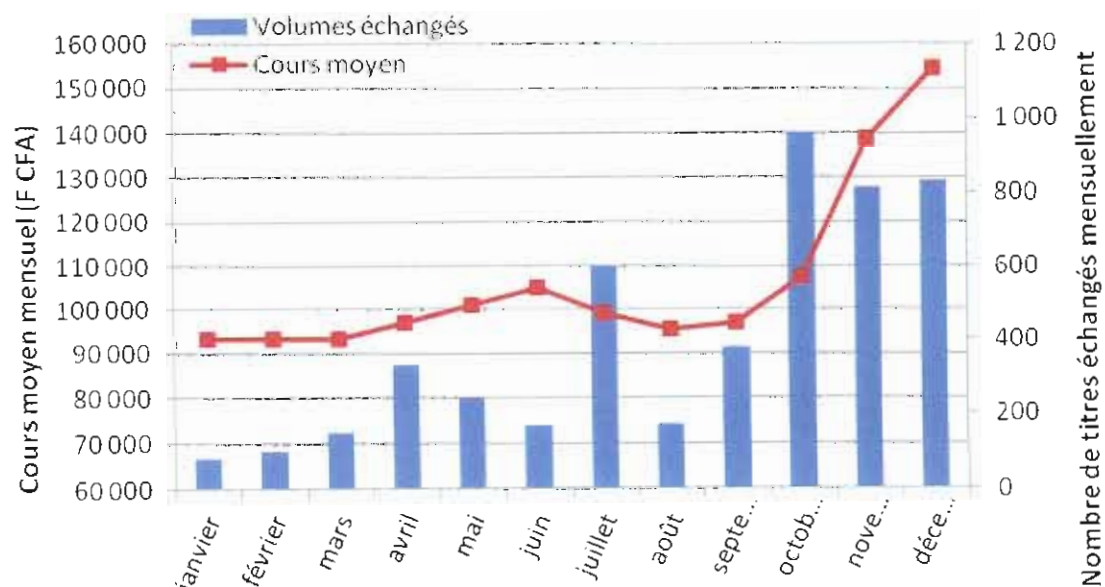
Évolution du dividende brut en FCFA



(*) Sous réserve de l'approbation par l'Assemblée Générale du 22 mai 2014

PERFORMANCE DE L'ACTION

Cours moyen et volumes d'échanges de l'action Total Côte d'Ivoire en 2013





40^{ème} rallye du Bandama : Total Côte d'Ivoire était co-sponsor leader.



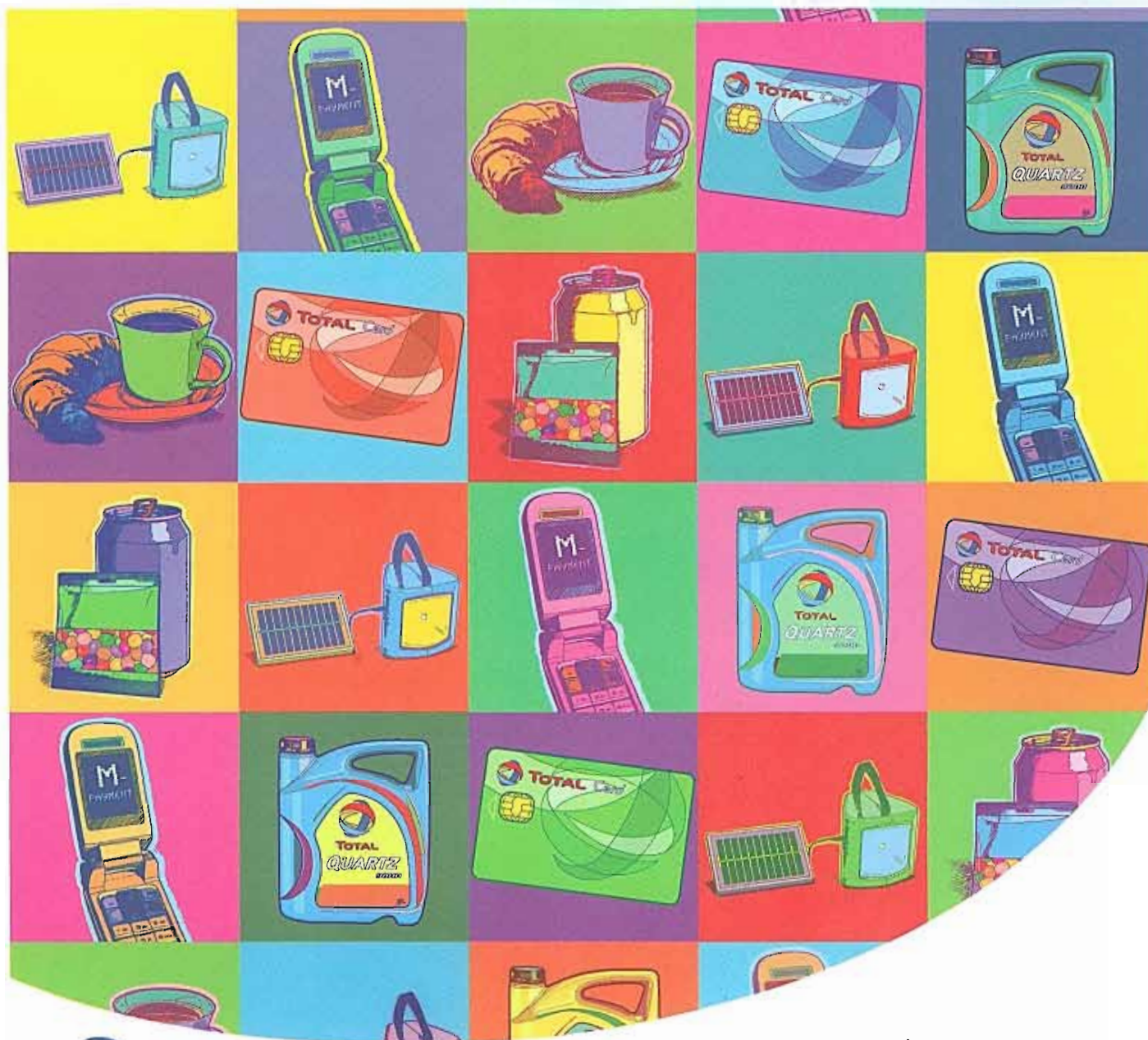
20^{ème} édition du Tour cycliste de Côte d'Ivoire : Total Côte d'Ivoire sponsor de l'équipe nationale ivoirienne et de l'étape d'endurance.

NOTES PERSONNELLES





Chaque jour vous êtes des millions à choisir nos produits.
Entre nous, c'est une histoire de confiance.



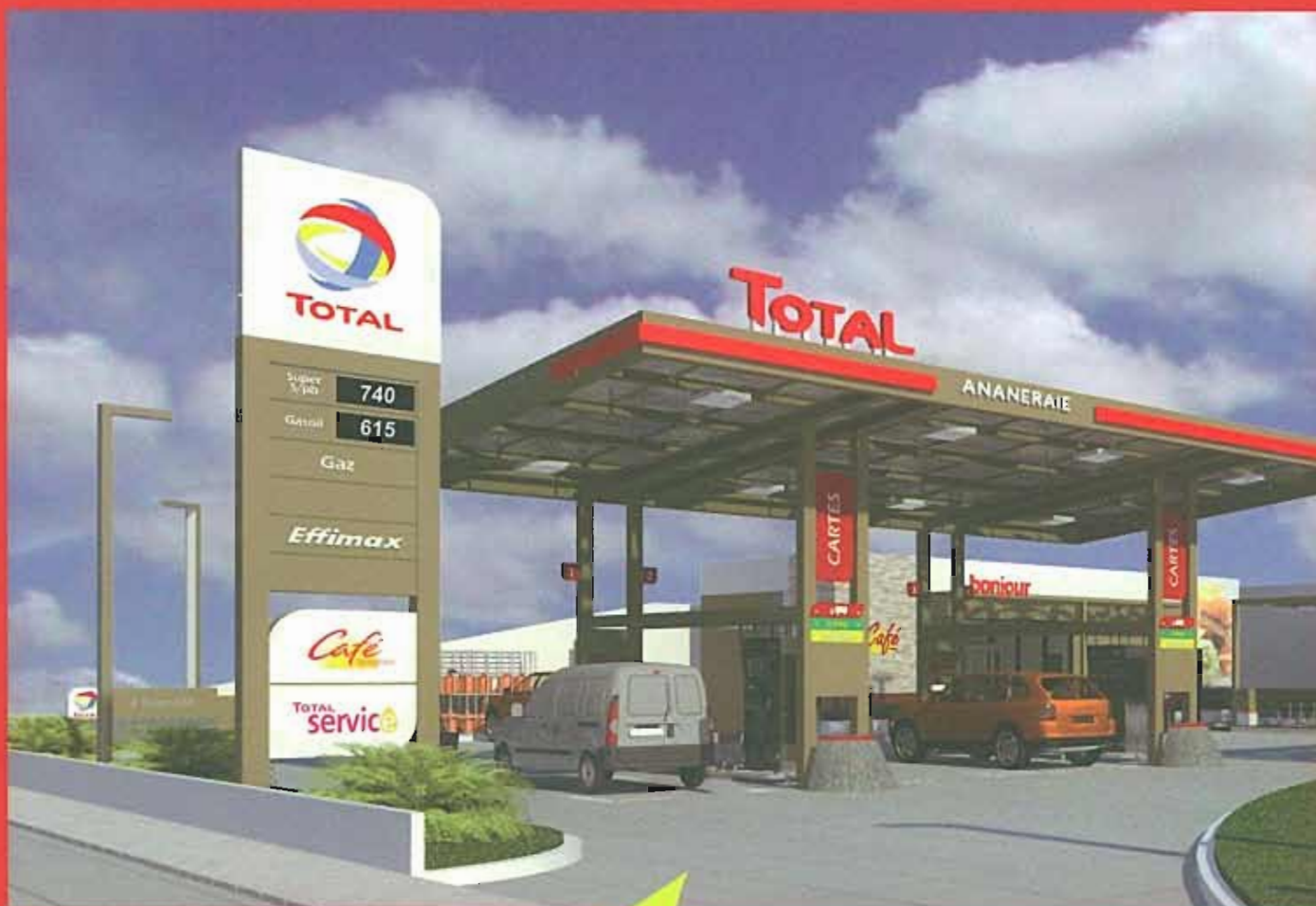
TOTAL

Service Communication
 TOTAL Côte d'Ivoire S.A
 Siège social: Immeuble Nour Al Hayat
 Société Anonyme au capital de 3 148 080 000 Fcfa / RCCM n° CI-ABJ-1976-B-17247
 01 BP 336 Abidjan 01
 Tél. : (225) 20 31 61 16
 Fax.: (225) 20 33 42 08 / 20 21 63 98



TOTAL

COMMITTED TO BETTER ENERGY



L'identité visuelle de nos stations évolue



RÉSUMÉ DU RAPPORT ANNUEL 2013

TOTAL Côte d'Ivoire S.A

Mesdames, Mesdemoiselles et Messieurs, Chers Actionnaires

Dans un contexte de forte croissance économique, Total Côte d'Ivoire a vu ses ventes progresser très significativement en 2013, pour atteindre 382 485 tonnes et sa part de marché progresser sur tous les segments du marché domestique (hors aviation).

Cette performance très encourageante confirme la pertinence de la stratégie mise en œuvre depuis la fin de la crise post électorale de 2011.

Elle est le fruit des investissements importants consentis par Total Côte d'Ivoire afin :

- d'améliorer ses capacités logistiques, notamment dans le GPL avec une prise de participation de 35% dans la Société Africaine d'Entreposage de Produits Pétroliers,
- de développer son réseau de stations services, qui comptera plus de 160 points de ventes d'ici la fin de l'année 2014,
- de répondre à la demande croissante de ses clients consommateurs, notamment dans le secteur minier, comme l'illustre la mise en service, le 11 octobre dernier, du dépôt d'Agbaou.

Elle est également le fruit du travail et de l'engagement des collaborateurs de notre société, à qui je veux ici, en votre nom, dire toute notre reconnaissance.

Elle se traduit par un résultat net de 7 471 007 234 FCFA, en progression de 16% par rapport à l'année 2012, et permet au conseil d'administration de vous proposer pour cette année un dividende de 8 724 FCFA brut par action.

Ce niveau de dividende, en hausse sensible par rapport à l'an dernier, marque notre confiance dans l'avenir et donne à Total Côte d'Ivoire la capacité de financer sa croissance, qui se poursuivra à un rythme très soutenu en 2014.

Thibault de Langlais

COMPTE DE RÉSULTAT (en millions de FCFA)

	2013	2012
Chiffre d'affaires	274 063	256 011
Autres produits	854	430
CHIFFRE D'AFFAIRES ET AUTRES PRODUITS	274 917	256 441
Achats de marchandises et variation de stocks	(236 133)	(222 332)
Autres achats	(624)	(752)
Transports	(9 503)	(7 517)
Services extérieurs	(9 318)	(9 072)
Impôts et taxes	(1 064)	(787)
Autres charges	(1 158)	(1 419)
Total achats et frais divers	(257 799)	(241 881)
VALEUR AJOUTÉE	17 118	14 560
Charges de personnel	(3 881)	(3 392)
EXCÉDENT BRUT D'EXPLOITATION	13 237	11 168
Transfert de charges		
Dotations aux amortissements et aux provisions nettes	(2 811)	(2 073)
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	10 426	9 097
Produits financiers	201	141
Charges financières	(177)	(424)
RÉSULTAT FINANCIER	24	(281)
RÉSULTAT DES ACTIVITÉS ORDINAIRES	10 449	8 816
Produits hors activités ordinaires	43	0
Charges hors activités ordinaires	(3)	0
RÉSULTAT HORS ACTIVITÉS ORDINAIRES	40	0
Impôts sur le résultat	(3 018)	(2 366)
BÉNÉFICE NET	7 471	6 449

TABLEAU FINANCIER DES EMPLOIS ET DES RESSOURCES

(en millions de FCFA)

	2013	2012
RESSOURCES		
Capacité d'autofinancement globale	10 190	8 578
Cessions d'immobilisations Incorporelles		
Cessions d'immobilisations corporelles	43	
Cessions d'immobilisations financières	149	
Augmentation de capital par apports nouveaux		
Autres dettes financières		112
Variation du besoin de financement		5 265
Total ressources	10 381	13 955
EMPLOIS		
Dividendes	5 036	0
Charges immobilisées (augmentation dans l'exercice)	65	
Acquisition d'immobilisations incorporelles	99	19
Acquisition d'immobilisations corporelles	5 404	4 871
Acquisition d'immobilisations financières	2 109	375
Remboursement autres dettes financières	29	208
VNC /cessions d'immobilisations		0
Variation du besoin de financement	517	3 339
Total emplois	13 259	8 812
Variation de trésorerie	-2 877	5 143

ACTIFS	2013	2012
Charges immobilisées	77	0
Immobilisations incorporelles	960	1 003
Immobilisations corporelles	20 530	17 583
Immobilisations financières	6 713	4 701
Actifs immobilisés	28 280	23 286
Stocks	12 378	12 208
Créances et emplois assimilés	30 604	27 823
Actif circulant	42 981	40 030
Trésorerie - Actif	5 907	5 667
Total Actif	77 168	68 983
PASSIF	2013	2012
Capital, primes et réserves	19 534	18 121
Résultat net de l'exercice	7 471	6 449
Autres capitaux propres	4 033	4 033
Capitaux propres	31 038	28 603
Dettes financières diverses	1 008	1 037
Provisions financières pour risques et charges	2 000	1 773
Dettes financières et ressources assimilées	3 008	2 810
Clients, avances reçues	6 771	6 075
Fournisseurs d'exploitation	25 338	24 021
Dettes fiscales et sociales et autres dettes	3 769	3 348
Passif circulant	35 878	33 445
Trésorerie - Passif	7 244	4 126
Total Passif	77 168	68 983


Carburants TOTAL : Super et Diesel

Avitaillement

**TOTAL :
Engagement Sécurité**